

**CONCOURS D'ACCES A LA GRANDE ECOLE DU
GROUPE INSTITUT SUPERIEUR DE COMMERCE ET
D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES
CENTRE DE CASABLANCA**

EPREUVE DE :

**Analyse Economique
Durée : 3 heures**

Samedi 02 JUIN 2012

DE 09h00 à 12h00

Sujet

« La crise financière économique et sociale balaie les économies européennes . Le texte en annexe , expose le cas de la Grèce »
(le journal français Les échos du 25-26 Mai 2012) .

Quelle est votre analyse ?

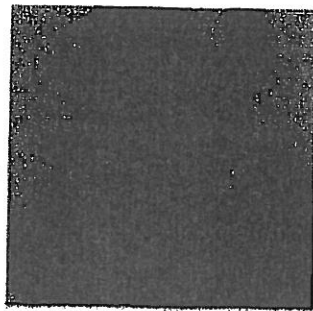
Institut supérieur de commerce et d'administration des entreprises
Route de Nouasseur-Km 9,5 – B.P :8114 casa – Oasis
Tél : 05.22.33.54.82/83/84/85 – Fax : 05.22.33.54.96
E-mail : iscae@iscae.ac.ma site : iscae.ac.ma

« Drachmatisation »

Comparaison n'est pas raison. Mais il est frappant de voir combien l'enchaînement des événements qui se déroulent à Athènes ressemble à ce qui s'est passé il y a dix ans en Argentine. Une sorte d'inéluctable toboggan conduit la Grèce vers la sortie de l'euro comme l'Argentine a été poussée vers l'abandon de la parité fixée entre son peso et le dollar. De même que le pays sud-américain a été forcé à la « pesofication » (retour au peso avec dévaluation et défaut sur la dette), de même le pays sud-européen est menacé d'en venir à une « drachmatisation », jeu de mots compris. Les deux pays ont beaucoup de ressemblances : peu fiables, ils ont fait défaut maintes fois dans l'histoire, leur Etat est faible, leur classe politique aussi. Quelles leçons tirer de Buenos Aires ?

L'Argentine vit dans les années 1990, comme la Grèce dans les années 2000, au-dessus de ses moyens. Elle a l'illusion d'une prospérité ensoleillée et éternelle. Les gouvernements embauchent des fonctionnaires, les coûts salariaux grimpent, comme les prix. Les comptes internes (déficit public) et externes (balance extérieure) se dégradent. Le choc de la crise des « subprimés » va heurter la Grèce de plein fouet. L'Argentine est, elle, prise en tenaille par la hausse du dollar, la dévaluation du real brésilien (de 66 % !) et la baisse des prix des matières premières. Sa dette ne représente que 50 % du PIB (155 % en Grèce), mais, comme elle est beaucoup exprimée en dollars, les marchés commencent à douter de sa soutenabilité. Dès novembre 2000, les taux d'intérêt augmentent et on assiste à des premiers retraits dans les banques.

En décembre, le gouvernement présente un plan dit « bouclier », qui installe l'austérité et demande aux crédateurs des aménagements de remboursement. La stratégie est de maintenir le PEG (le lien peso-dollar), mais de procéder à une « dévaluation interne » par baisse des salaires et des coûts pour regagner en compétitivité et en exportation ; c'est la stratégie actuellement adoptée (imposée) par les pays du Sud européen. En juillet, le gouvernement resserre la ceinture, baisse les retraites et les rémunérations des fonctionnaires de 13 %. Les syndicats de la fonction publique mobilisent.



LA CHRONIQUE
D'ERIC LE BOUCHER

Athènes est dans une situation bien pire que Buenos Aires il y a dix ans. L'Argentine a une industrie, c'est un grand pays agricole, mais que peut produire la Grèce ?

25 cents. Le PIB chute encore (- 5 %), le chômage passe de 18 % à 24 %. L'inflation grimpe à 40 % en 2002, les revenus réels des Argentins sont réduits... au tiers ! La croissance va revenir dès 2003, mais « ce n'est pas dû à la dévaluation, selon Domingo Cavallo. La clef est la remontée des cours des matières premières ».

Quelles leçons tirer ? L'austérité ne fonctionne pas lorsqu'un pays est dans une récession. Elle a toutes les chances de l'aggraver. La Grèce ne peut pas s'en sortir sans retrouver de la croissance. Mais comment ? Athènes est dans une situation bien pire que Buenos Aires. Sa dette est trois fois plus lourde en proportion du PIB. Une dévaluation ne peut fonctionner que si le pays dispose d'une capacité productive. Or, l'Argentine a une industrie, c'est un grand pays agricole, mais que peut produire la Grèce ? Sur quelle économie peut-elle repartir ?

D'où la double conclusion. Si les Grecs décident de quitter l'euro, leur chute de revenu sera très forte (de deux tiers pour les Argentins) et pour longtemps (à cause du manque de base productive). Ils devront effacer leur dette, aux frais de l'Europe. Mais, de l'autre côté, s'ils restent, l'Europe paiera aussi, elle devra maintenir le pays sous perfusion pour ranimer d'une façon ou d'une autre la croissance.

monnaie pour compenser la rigueur centrale. Les taux d'intérêt grimpent encore. Des élections provinciales sont un désastre pour le pouvoir. Le gouvernement arrache au FMI un chèque de 8 milliards de dollars et renégocie avec les crédateurs privés. Le ministre des Finances, Domingo Cavallo, réussit l'exploit de sécuriser la moitié de la dette. Mais peine perdue. En décembre, devant la panique des épargnants, il doit bloquer les retraits des banques, l'économie s'assèche. Les manifestations contre l'austérité grossissent, on relèvera 31 morts. Une « rumeur » sur la réticence du FMI à poursuivre, met le feu aux poudres. Le gouvernement saute, quatre présidents se succèdent en dix jours.

Le président de la République par intérim, Edouardo Duhalde, doit annoncer l'abandon du PEG. L'Argentine sort de la zone dollar et sa monnaie flotte. Le peso, qui valait 1 dollar, tombe à